



30 septembre 2016

(16-5236)

Page: 1/1

Original: anglais

RUSSIE – MESURES CONCERNANT LE TRAFIC EN TRANSIT

DEMANDE DE PARTICIPATION AUX CONSULTATIONS

Communication présentée par l'Union européenne

La communication ci-après, datée du 29 septembre 2016 et adressée par la délégation de l'Union européenne à la délégation de la Russie, à la délégation de l'Ukraine et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Conformément à l'article 4:11 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord"), l'Union européenne (l'"UE") notifie au gouvernement de la Fédération de Russie, au gouvernement ukrainien et à l'Organe de règlement des différends qu'en raison de son intérêt commercial substantiel, elle désire être admise à participer aux consultations qui ont été demandées par l'Ukraine dans une communication distribuée aux Membres de l'OMC le 21 septembre 2016 (WT/DS512/1, WT/DS512/1/Corr.1, G/L/1151, G/L/1151/Corr.1), intitulée " Russie – Mesures concernant le trafic en transit".

L'UE note que la demande de consultations porte, entre autres, sur le trafic en transit en provenance du territoire de l'Ukraine par le territoire de la Fédération de Russie à destination de certains pays tiers. En raison de son emplacement géographique, l'UE a largement recours aux voies de transit visées dans la demande de consultations. En particulier, elle est un important exportateur vers le Kazakhstan et la République kirghize. En 2105, la valeur cumulée des exportations de marchandises de l'UE vers ces pays a dépassé 6,4 milliards d'euros. Une part notable de ces exportations se fait par transport ferroviaire ou routier sur les territoires concernés par la demande de consultations. Par conséquent, l'UE a un intérêt commercial substantiel dans ces consultations.
